

A l'attention du directeur de l'information et du responsable des affectations:

13 milliards de surplus fédéraux pour le remboursement de la dette en 2006 : Une manoeuvre politique déguisée en effort pour les générations futures !

MONTREAL, le 26 sept. /CNW Telbec/ - C'est avec une certaine surprise que Force Jeunesse accueillait hier l'annonce du gouvernement de Stephen Harper d'utiliser l'ensemble des 13 milliards \$ de surplus fédéraux de l'année 2005-2006 pour réduire la dette publique du Canada. Cette annonce, à première vue intéressante pour les finances publiques du pays, cache un certain opportunisme politique et un manque de vision à long terme.

Force Jeunesse avait fait du remboursement de la dette du Québec une de ses priorités depuis plusieurs années, étant inquiète des impacts du choc démographique sur les finances publiques et soucieuse de préserver l'équité entre les générations. Elle pouvait également appuyer les efforts de remboursement de la dette fédérale du Canada, à conditions que ceux-ci fassent partie d'une vision à long terme et d'une saine planification de la gestion des finances publiques.

"Malheureusement, l'annonce d'hier ne se traduira en résultats que pour l'année qui vient de se terminer. Il est inquiétant de voir que le gouvernement fédéral ne prévoit pas mettre sur pied un plan à long terme de réduction de la dette comprenant des objectifs liés à la santé des finances publiques canadiennes" souligne Pierre-Alain Benoît, Président de Force Jeunesse. En effet, aucun mécanisme, comme une loi ou un fonds capitalisé, ne garantit que la dette fédérale sera réduite à terme, parce que les surplus fédéraux pourraient s'amoinrir dans le futur, et les dépenses et investissements des prochaines années pourraient bien amener des hausses de la dette.

"Ce qui est encore plus pernicieux, c'est que le gouvernement Harper semble utiliser cet effort ponctuel comme une manoeuvre politique destinée à cacher l'existence des surplus fédéraux." rappelle Pierre-Alain Benoît. "En pleine négociation sur le règlement du déséquilibre fiscal, c'est une mauvaise nouvelle pour les provinces et pour les générations futures de Québécois, qui pourraient perdre ainsi une occasion de créer enfin des marges de manoeuvre financières pour le Québec.", continuait-il. Force Jeunesse tient ainsi à souligner que depuis des années, plusieurs provinces canadiennes ne réussissent pas à réduire leur propre dette publique parce qu'ils ne disposent pas des surplus budgétaires qu'Ottawa engrange. "Cette question est au cœur du problème du déséquilibre fiscal et doit également être au coeur de son règlement éventuel, plutôt que de faire l'objet d'une mesure unilatérale du gouvernement Harper." concluait Pierre-Alain Benoît.

Rappelons que Force Jeunesse avait été l'instigateur, en novembre 2005, d'une coalition d'organismes jeunesse à laquelle avaient adhéré les trois ailes jeunesse des principaux partis politiques québécois et demandant au gouvernement du Québec d'entamer le remboursement de la dette publique. Cette démarche avait précédé la création du Fonds des générations. Dans un avis publié en juin 2006, Force Jeunesse demandait justement au gouvernements provinciaux et fédéraux de s'entendre sur un transfert des champs fiscaux (points de taxe ou d'impôt) pour aider le Québec à mieux capitaliser le Fonds des générations.

Renseignements: et entrevues: Pierre-Alain Benoît, Président, Force Jeunesse, cellulaire : (514) 588-7541; Source : Force Jeunesse